



ATELIER ANNUEL 2023 DE L'AIAFD

*« Le rôle des IFD africaines dans la réalisation d'une transition
énergétique juste »*

22 mai 2023

Sharm El Sheikh International Congress Centre (SSHCC), Charm El-Cheikh, Égypte



RAPPORT

Partenaires



Delivering the Vision,
Building Prosperity
for Africans.

A. Introduction

1. L'Atelier annuel 2023 de l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) s'est tenue sur le thème « **Le rôle des IFD africaines dans la réalisation d'une transition énergétique juste** » le 22 mai 2023, à *Sharm El Sheikh International Congress Centre (SSHCC)*, à Charm El-Cheikh, en Égypte. L'atelier a été organisé par la Banque africaine de développement (BAD) et appuyé par *African Import-Export Bank (Afreximbank)*.

2. L'Atelier annuel 2023 visait à (1) sensibiliser les IFD africaines aux défis climatiques et discuter de la manière dont elles pourraient jouer un rôle plus efficace face à ces défis ; (2) débattre avec les IFD nationales sur la manière dont elles pourraient contribuer efficacement à fournir des solutions en faveur de l'adaptation et l'atténuation des risques climatiques ; (3) créer une feuille de route que les IFD africaines pourraient suivre pour accélérer la transition énergétique juste ; (4) discuter de la manière dont les IFD nationales pourraient être efficaces dans la réalisation des recommandations de la COP27 de 2022 sur l'établissement d'un fonds dédié pour les pertes et dommages et la mobilisation d'un soutien financier plus important pour les pays en développement, la création d'un cadre d'investissement, le développement d'agendas d'investissement régionaux et de feuilles de route ; et (5) sensibiliser à l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) et aux opportunités qu'elle offre.

3. L'évènement a enregistré 122 participants, composés de directeurs généraux et de cadres supérieurs d'institutions de financement du développement, de partenaires du développement, de parties prenantes clés, de responsables d'institutions et d'agences internationales de développement en provenance des 28 pays suivants : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Burundi, Botswana, Côte d'Ivoire, Congo, Égypte, Eswatini, Éthiopie, France, Ghana, Inde, Kenya, Liberia, Malawi, Maroc, Niger, Nigeria, Qatar, République démocratique du Congo, Seychelles, Soudan du Sud, Somalie, Togo, Tunisie, Ouganda, et Zimbabwe.

B. Cérémonie d'ouverture

4. La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Thabo Thamane, président de l'AIAFD et directeur général de *Citizen Entrepreneurial Development Agency (CEDA)*, Botswana, en présence de Mme Oluranti Doherty, directrice du développement des exportations à Afreximbank, représentant le président d'Afreximbank ; de M. Adama Mariko, secrétaire général de l'initiative Finance en commun et directeur exécutif adjoint chargé de la mobilisation, du partenariat et de la communication de l'Agence française de développement (AFD) ; et de Dr. Kevin K. Kariuki, vice-président en charge de l'énergie, du changement climatique, et de la croissance verte de la BAD, qui a prononcé le discours d'orientation.

5. **M. Thabo Thamane**, dans son discours d'ouverture, a souhaité la bienvenue aux distingués invités et participants. Il a remercié le gouvernement et le peuple de la République arabe d'Égypte pour l'atmosphère pacifique qu'ils ont su créer pour la tenue de l'atelier. Il a exprimé sa gratitude au président de la BAD pour l'appui constant de la Banque à l'AIAFD. Il a également remercié le président d'Afreximbank d'avoir appuyé l'organisation de l'Assemblée annuelle 2023 de l'AIAFD.

6. M. Thamane a reconnu les problèmes liés au changement climatique qui se sont intensifiés dans la sous-région. Il a rappelé que l'Afrique produisait moins de carbone que le reste du monde, mais qu'elle souffrait malheureusement davantage des effets néfastes du changement climatique. D'où la nécessité pour les leaders africains de développer des systèmes énergétiques de pointe qui répondraient à plusieurs problèmes simultanément pour assurer le développement et la prospérité du continent. Les systèmes énergétiques envisagés devraient être abordables, suffisants en matière d'approvisionnement, sûrs et durables. Il a noté que la réalisation de la « transition énergétique juste » était plus urgente aujourd'hui, car elle permettrait d'adopter une attitude prudente à l'égard du désinvestissement des combustibles fossiles, dans le cadre d'une transition équitable garantissant des opportunités d'emploi et protégeant les populations défavorisées.



7. M. Thamane a appelé à une plus grande participation des IFD, en particulier des IFD nationales, pour réaliser les objectifs de transition énergétique juste. Par conséquent, l'Atelier annuel 2023 de l'AIAFD constituait une occasion pour prendre les mesures nécessaires afin de replacer les IFD nationales africaines dans leur contexte et les positionner de manière à contribuer à l'accélération de la transition énergétique juste dans leur pays.

8. **Mme Oluranti Doherty**, directrice du développement des exploitations à Afreximbank, intervenant au nom du professeur Benedict Oramah, a remercié l'AIAFD et la BAD pour la rencontre et reconnu que le thème de l'atelier – « Le rôle des IFD africaines dans la réalisation d'une transition énergétique juste » – correspondait à la mission d'Afreximbank. Elle a affirmé que les IFD africaines jouaient un rôle crucial dans la réalisation d'une transition énergétique juste en finançant des projets adaptés aux initiatives en faveur du climat. Les initiatives d'Afreximbank comprenaient la résolution des problèmes liés au changement climatique sur le continent et la collaboration avec les IFD africaines pour atteindre ses objectifs. Par ailleurs, elle a souligné que les pays africains étaient à différents stades de la transition énergétique, et qu'une grande assistance financière et technique était nécessaire pour faire avancer ces différentes transitions. Elle a également précisé que la transition énergétique juste en Afrique ne devrait pas sacrifier des vies ou les générations à venir. Pour terminer, elle a mentionner qu'alors que l'Afrique avait besoin de fonds pour réaliser sa transition énergétique juste – ce qui pourrait prendre un certain temps –, Afreximbank continuerait de travailler à la collecte de fonds et la promotion de cette transition pour un avenir meilleur pour le continent.

9. **M. Adama Mariko**, secrétaire général de l'initiative Finance en commun et directeur exécutif adjoint chargé de la mobilisation, du partenariat et de la communication de l'Agence française de développement (AFD), dans ses remarques, a félicité l'AIAFD pour avoir organisé l'Atelier annuel sur le thème de la transition énergétique juste, qui montrait le lien entre les crises environnementales et sociales et la nécessité d'inclure les intérêts des travailleurs et des populations vulnérables dans la résolution des problèmes climatiques actuels.

10. Il a souligné que les banques publiques de développement (BPD)/IFD avaient besoin du soutien de leurs actionnaires pour jouer efficacement leur rôle, ce qui impliquait un alignement de leur ambition sur les ODD et les objectifs climatiques, le renforcement de leurs mandats, et la fourniture de ressources concessionnelles supplémentaires. Il a déclaré que des objectifs clairs étaient nécessaires pour abandonner les investissements incompatibles avec une transition juste et inclusive s'orienter vers des modèles de développement durables, à faible émission de carbone, et résilients. En outre, les PDB devaient unir leurs forces en créant des coalitions ou des associations régionales, telles que l'AIAFD, qui constituaient de puissants leviers pour faciliter une transition énergétique juste pour tous en (1) partageant les connaissances et renforçant les capacités pour soutenir plus efficacement les pays dans leurs transitions énergétiques ; (2) renforçant la coopération entre les membres ; (3) facilitant l'accès à la préparation et au financement des projets ; et (4) encourageant la coopération avec les partenaires au sein de l'écosystème financier.

11. **M. Kevin K. Kariuki**, vice-président en charge de l'énergie, du changement climatique et de la croissance verte de la Banque africaine de développement (BAD), dans son discours d'orientation, a rappelé que la BAD et l'AIAFD avaient une relation de longue date basée sur l'exploitation de leurs forces communes au profit de la communauté des IFD. Il a souligné que le thème de l'atelier s'alignait sur les objectifs de la BAD en 2023, ce qui témoignait du lien fondamental existant entre la BAD et l'AIAFD dans la réalisation de leurs objectifs communs.

12. Dr. Kariuki a expliqué que l'Afrique devrait se réchauffer plus rapidement que les autres continents et qu'elle subissait déjà les effets dévastateurs du changement climatique, notamment les cyclones, les sécheresses et les inondations. Il a précisé que l'Afrique contribuait moins au changement climatique et aux émissions de carbone, mais que le coût financier de la résolution de ces problèmes était énorme – estimé entre 7 et 15 milliards de dollars par an et prévu pour augmenter. Toutefois, le continent restait déterminé à participer également à la lutte contre le changement climatique. Ce faisant, tous les pays africains ont ratifié l'Accord de Paris sur le climat et 12 pays d'entre eux ont annoncé des objectifs zéro carbone.



13. Par ailleurs, il a déclaré qu'alors que le continent s'engageait à lutter contre le changement climatique, ses financements en faveur de l'action climatique devraient répondre à ses besoins climatiques, en plus de l'industrialisation, qui nécessitait de l'énergie. Cependant, bien que l'énergie soit un facteur majeur de renforcement de la résilience en Afrique, les Africains y ont un accès limité. Par ailleurs, l'Afrique est dotée d'une énergie renouvelable – environ 60 % de l'énergie solaire – qui n'est pas encore mise à profit, d'où l'accent mis sur une transition énergétique juste sur le continent. Il a également expliqué que le voie de la transition variait à travers l'Afrique. Ainsi, la BAD fournissait un appui personnalisé à tous les pays africains en priorisant les énergies renouvelables et les projets de transformation, promouvant les programmes en faveur du financement de l'action climatique, mobilisant des fonds pour financer les projets luttant contre le changement climatique, et exploitant l'énergie verte pour réduire les émissions de carbone et de gaz à effet de serre.

13. En outre, il a reconnu que les IFD africaines avaient un rôle essentiel à jouer dans la transition énergétique juste en l'Afrique, compte tenu de l'ampleur et de la complexité des défis à relever. En effet, elles ont une grande expertise du marché intérieur et peuvent s'appuyer sur les partenariats solides qu'elles ont noués avec les BMD et les bailleurs de fonds pour mobiliser des ressources financières. Il a précisé que l'Afrique avait les ressources nécessaires pour mener à bien sa transition énergétique juste, mais qu'elle manquait de compétences et de connaissances requises pour exploiter ces ressources. Par conséquent, pour palier à cette lacune, la BAD établissait des partenariats pour tirer parti des complémentarités des secteurs privé et public. Elle et s'est engagée à travailler avec l'AIAFD pour développer des compétences et des connaissances sur la transition énergétique, ainsi que pour renforcer le bilan des IFD africaines afin qu'elles puissent soutenir efficacement la transition énergétique juste. Dr. Kariuki a conclu saluant la relation entre l'AIAFD et l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) et encourageant les deux organisations à renforcer leur partenariat en vue de réaliser une transition énergétique juste en Afrique.

C. Séance 2

« Transition énergétique juste en Afrique : Raison d'être, opportunités et défis »

Modérateur :

M. Michael Mensah Baah, directeur général adjoint de *Development Bank Ghana (DBG)*

Intervenants :

Dr. Steve Ogidan, président/directeur général de *Global Knowledge Group*

M. Yusuf Daya, directeur chargé de la ZLECA/(UA)

M. Olumide Lala, Climate Transition Ltd

14. La conversation sur la « Transition énergétique juste en Afrique : Raison d'être, opportunités et défis », donnait un aperçu de la transition énergétique, de son état actuel en Afrique et des raisons pour lesquelles elle constituait une priorité absolue en matière de développement. Elle a mis en exergue les questions relatives à la transition et les possibilités qu'elle offrait. Elle a également permis d'identifier les principales parties prenantes et les acteurs qui pourraient accélérer la réalisation de la transition énergétique juste sur le continent, d'examiner les défis auxquels ils étaient confrontés, et de suggérer des moyens de les surmonter.

15. **Dr. Steve Ogidan**, mni, président/directeur général de *Global Knowledge Group*, a souligné que les disparités sociales et économiques sur le continent devaient être prises en compte pour réaliser une transition énergétique juste. La transition énergétique juste pourrait être un important créateur d'emplois, et que les énergies renouvelables et les technologies connexes pourraient accroître la disponibilité des emplois tout en protégeant l'environnement. Par conséquent, il a exhorté les dirigeants africains des secteurs privé et public, en particulier des IFD africaines, à jouer leurs rôles efficacement, entre autres, en assurant une transition énergétique juste pour tous. Toutefois, il a précisé que ladite transition pourrait également avoir un impact négatif si elle n'était pas gérée de manière appropriée.



16. Ce faisant, il a invité tous les secteurs à travailler ensemble et concentrer leurs efforts sur la compréhension des besoins de la population, l'alignement de leurs compétences sur la transition énergétique juste, l'appui à leur développement social, l'élimination des obstacles au financement de l'action climatique mondiale, le soutien des communautés touchées par le changement climatique, et la mise en place de stratégies visant à inciter les investisseurs à financer des projets s'inscrivant dans la réalisation de la transition énergétique juste en Afrique. Il a également préconisé de mettre en place une plateforme ouverte pour le partage des connaissances, faciliter l'accès aux ressources disponibles, et créer des institutions financières solides comprenant et soutenant les projets en faveur de la lutte contre le changement climatique et leur financement .

17. **M. Yusuf Daya**, directeur chargé de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA)/Union africaine (UA) et de la politique commerciale d' Afreximbank, a souligné que pour que l'Afrique se développe et survive, il faudrait parvenir à l'inclusion sociale et adopter une transition énergétique juste. Pour ce faire, une plus grande quantité d'énergie était requise, car la population africaine était en pleine croissance. Par conséquent, le continent devrait industrialiser et étendre son approvisionnement énergétique tout en répondant aux exigences de la transition énergétique juste et veillant à ce que la transition profite directement aux Africains en leur créant plus d'emplois et renforçant leur capacité à garantir ces emplois. En outre, il estimait que le principal obstacle pour l'Afrique – dont la population était considérée comme la plus marginalisée de la planète – dans la réalisation de la transition énergétique juste résidait dans le manque de fonds disponibles pour financer l'initiative, en plus du coût de la vie, de la sécheresse et des inondations. Par ailleurs, il a précisé que l'Afrique disposait de ressources considérables et d'un vaste potentiel d'énergies renouvelables qui, associées aux investissements publics et aux mesures prises en faveur du climat, pourraient contribuer de manière significative à la réalisation de la transition énergétique juste.

18. Concernant la manière dont les IFD pourraient jouer efficacement leur rôle dans la réalisation de la transition énergétique juste en Afrique, il a expliqué qu'elle devraient s'engager auprès des secteurs privé et public pour collaborer à la réalisation de l'initiative, renforcer les capacités des entrepreneurs et des populations sur la transition énergétique juste, et créer plus d'emplois. Pour conclure, il a indiqué qu' Afreximbank travaillait dans cette perspective en priorisant la mise en œuvre de la ZLECA pour réduire la dépendance du continent à l'égard des exportations à travers l'exploitation des ressources africaines, l'appui à l'industrie manufacturière, la garantie des activités économiques sur le continent, et la création davantage d'emplois pour la population africaine.

19. **M. Olumide Lala** de Climate Transition Ltd a souligné que de nombreux pays africains avaient besoin de fonds de pension viables pour soutenir les investissements à long terme. Ce faisant, il a suggéré de développer des taxonomies pour tirer parti des ressources du continent et encourager les acteurs impliqués dans la transition énergétique juste à parler d'une seule voix, d'avoir une stratégie unifiée, et de mettre à profit le temps restant pour réaliser la transition souhaitée.

D. Séance 3

« Réalisation d'une transition énergétique juste en Afrique : Solutions et perspectives d'avenir »

Modérateur :

M. Tony Okpanachi, directeur général, Development Bank of Nigeria

Panélistes :

M. Olumide Lala, Climate transition Ltd

Mme Mosako Boitumelo, directrice générale, DBSA

M. Abraham Byanyima, Trésorier exécutif, Trade and Development Bank (TDB)

M. Youssef Beshay, directeur principal, conseil et marchés des capitaux, Afreximbank

20. La deuxième conversation était axée sur les solutions et la voie à suivre pour faire de la transition énergétique une priorité absolue du développement en Afrique, et sur le rôle des IFD dans la réalisation d'une transition énergétique juste.



21. **M. Olumide Lala** de Climate Transition Ltd dans sa présentation principale, a souligné le rôle des principales parties prenantes dans la réalisation de la transition énergétique et les actions stratégiques requises, qui comprennent (1) l'évaluation du contexte local, la fixation d'objectifs et de délais, l'élaboration d'un cadre / plan de mise en œuvre, le financement, le suivi et l'évaluation des progrès ; (2) l'élaboration de politiques pour soutenir la transition juste, et (3) le financement et l'atténuation des risques associés, qui mettent l'accent sur le rôle des IFD dans la transition juste.

22. En outre, il a reconnu le rôle et les initiatives de la BAD appuyant la transition énergétique, y compris l'initiative « Desert to Power Initiative » lancée par la BAD pour exploiter les ressources solaires abondantes de l'Afrique dans la région du Sahel, l'initiative « Africa Renewable Energy Initiative (AREI) » pour ajouter 300 GW de capacité d'énergie renouvelable en Afrique d'ici à 2030, le programme « Scaling Solar Program » qui a facilité avec succès le développement de plusieurs projets solaires à grande échelle dans les pays africains, le fonds multi-donateurs « Sustainable Energy Fund for Africa (SEFA) » qui soutient le développement de projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique en Afrique, et le Fonds « African Renewable Energy Fund (AREF) » qui est un fonds d'investissement privé dédié au financement des projets en faveur des énergies renouvelables en Afrique.

23. Par ailleurs, M. Lala, a mentionner que le partage d'expérience et de connaissances dans le domaine des finances et des projets en faveur des énergies renouvelables, le renforcement des capacités, l'élaboration de politiques et la collaboration étaient essentiels pour réaliser une transition énergétique juste. Par conséquent, l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) – une alliance panafricaine favorisant le partage de connaissances sur l'action climatique, les instruments financiers d'atténuation des risques climatiques, la divulgation des risques climatiques et les flux de financement de l'action climatique – a été formée pour appuyer les projets et initiatives en cours liés à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique. Il a recommandé aux dirigeants africains d'agir dans l'intérêt du continent et de se fixer des objectifs réalistes pour parvenir à la transition énergétique juste.

24. **Mme Mosako Boitumelo**, directrice générale de *Development Bank of Southern Africa (DBSA)*, a partagé des initiatives de la DBSA en faveur de la transition juste. Elle a souligné que la DBSA avait très tôt pris conscience de l'importance de la certitude dans le traitement des politiques et règlements. Ainsi, la Banque a normalisé ses documents d'acquisition de marchés avec la participation des secteurs impliqués dans ses politiques. De plus, l'institution s'appuyait sur la collaboration et le partage de connaissances avec les autres IFD de la région pour tirer parti des leçons apprises et éviter les erreurs faites dans le passé. Elle a ajouté que la DBSA avait défini une orientation claire et élaboré un cadre de transition approprié pour informer ses clients comment elle effectuait sa transition. De plus, la DBSA a mis en place une équipe chargée du financement de l'action climatique et de la mobilisation des ressources, de l'élaboration de programmes sur les banques vertes, du renforcement des capacités, du partage des connaissances, et de la fourniture d'une assistance technique à d'autres IFD à travers l'AIAFD et d'autres réseaux d'IFD.

25. **M. Abraham Byanyima**, Trésorier exécutif à *Trade and Development Bank (TDB)*, a déclaré que TDB était un pionnier des infrastructures et des énergies renouvelables. Ainsi, certains de ses principaux acteurs des secteurs privé et public ont uni leurs efforts pour structurer des solutions financières pour les pays de la région. La collaboration avec les grandes BMD était nécessaire pour parvenir à un stade où les modèles d'énergie renouvelable pourraient être localisés et décentralisés. Par ailleurs, la devise locale était essentielle pour financer des projets au niveau national, d'où la nécessité pour les banques nationales et régionales de collaborer au développement de modèles économiques en devise locale. Pour accélérer la transition énergétique, il a suggéré d'élaborer des politiques et de créer un environnement favorable à l'implication des gouvernements dans le processus, la création d'emplois pour les jeunes, la création de valeur pour l'économie.

26. **M. Youssef Beshay**, gestionnaire principal des services consultatifs et marchés des capitaux à Afreximbank, a axé son intervention sur comment Afreximbank était parvenue à réduire ses coûts



associés à la transition énergétique juste. Il a souligné que de manière stratégique, Afreximbank rendait les projets bancables, mobilisait des fonds en Afrique pour financer des projets, promouvait la possibilité de faire des échanges –le commerce pouvant être une solution à la lutte contre le changement climatique –, veillait à ce que l'énergie propre soit rentable pour tous, et soutenait la monnaie carbone. Par ailleurs, Afreximbank continuait à appuyer la transition énergétique juste et financer des projets et des initiatives sur fonds propre dans la mesure de ses capacités. Il a conclu en indiquant qu'Afreximbank avait également des programmes en faveur de l'amélioration de l'écosystème et s'appuyait sur une assistance externe pour l'élaboration de projets nécessitant des expertises particulières.

E. Séance de clôture

27. **Mme Patricia Ojangole**, 1^{ère} vice-présidente de l'AIAFD et directrice générale d'*Uganda Development Bank Ltd (UDBL)*, a remercié la Banque africaine de développement (BAD) et *African Import-Export Bank (Afreximbank)* pour avoir appuyé l'organisation de l'Atelier annuel 2023. Elle a noté que pour réaliser une transition énergétique juste, l'efficacité des IFD africaines, la création de financements dédiés, et la mobilisation de ressources financières étaient essentielles. En outre, la communauté mondiale, les économies avancées et les pays africains devraient faire davantage pour accélérer la transition énergétique juste en Afrique. De plus, les IFD africaines devaient être bien positionnées, bien transformées et durables de manière holistique pour jouer efficacement leur rôle. Pour terminer, Mme Ojangole a remercié les panélistes et les modérateurs pour leurs précieuses contributions aux discussions et salué la participation active des participants.

F. Conclusions et recommandations

28. Les principales conclusions et recommandations de l'Atelier sont les suivantes :
- i. **L'Afrique contribue le moins au changement climatique, mais souffre le plus de ses effets néfastes.** Toutefois, le continent reste déterminé à participer sur un pied d'égalité à la lutte contre le changement climatique. Par conséquent, les parties prenantes devraient collaborer à l'élaboration de systèmes énergétiques de pointe pour accélérer l'adaptation au changement climatiques et l'atténuation les risques connexes.
 - ii. **La transition énergétique juste nécessite d'être comprise de manière approfondie pour être réalisée.** Davantage de données et d'informations doivent être recueillies sur la transition énergétique juste et exploitées pour avoir plus de précisions sur la transition souhaitée. La transition énergétique juste devrait s'effectuer sans laisser personne pour compte ni sacrifier des vies ou les générations à venir.
 - iii. **Les devises locales peuvent contribuer de manière significative au financement de projets en faveur de la transition énergétique juste au niveau national.** Par conséquent, les banques de développement et les institutions financières, en particulier les IFD nationales et régionales, devraient collaborer à l'élaboration de modèles d'affaires en devise locale qui pourraient appuyer les projets et initiatives de transition énergétique juste au niveau national.
 - iv. **L'Afrique dispose de ressources considérables qui pourraient contribuer de manière significative à accélérer la transition énergétique juste.** Le continent dispose d'un vaste potentiel d'énergie renouvelable, qui, associé aux investissements publics et aux actions climatiques, pourrait faciliter la réalisation de la transition souhaitée. Mais des compétences et connaissances pratiques en matière de transition énergétique sont nécessaires pour exploiter ces ressources.
 - v. **La collaboration est essentielle pour une transition énergétique juste efficace, inclusive, et accélérée.** Ce faisant, la BAD établit des partenariats pour tirer parti des synergies et complémentarités des secteurs privé et public. Elle s'est également



engagée à travailler avec l'AIAFD pour développer des compétences et des connaissances en matière de transition énergétique et renforcer le bilan des IFD africaines pour mieux appuyer la transition énergétique juste en Afrique.

- vi. **Le voie de la transition énergétique varie d'un pays à l'autre en Afrique.** De ce fait, une assistance financière et technique et des approches personnalisées sont requises pour faire avancer la transition énergétique juste en Afrique. La BAD fournit des solutions à cet égard à travers divers programmes et initiatives.
- vii. **La transition énergétique juste peut avoir des effets contre-productifs, si elle n'est pas gérée de manière adéquate.** Ainsi , les acteurs impliqués dans la transition devraient travailler en étroite collaboration, se concentrer sur la compréhension des besoins des populations sur le terrain, et agir dans leur meilleur intérêt.
- viii. **L'AIAFD devrait intensifier ses activités pour mener la transition juste, en mettant l'accent sur la sensibilisation, le partage des connaissances, le renforcement des capacités, et la mobilisation des ressources.** Les activités de l'AIAFD devraient donc s'aligner sur celles d'autres partenaires clés, tels que l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC).

**Le Secrétariat de l'AIAFD
Abidjan, Côte d'Ivoire
16 juin 2023**

